

**« Les statistiques face aux défis de la diversité culturelle
dans un contexte de globalisation »**

**Réseaux, systèmes, milieux :
les défis de l'analyse et de l'évaluation**

**Luca Dal Pozzolo
Osservatorio Culturale del Piemonte — Fondazione Fitzcarraldo
Torino, Italia**

Réseaux, systèmes, milieux : les défis de l'analyse et de l'évaluation

Luca Dal Pozzolo
Osservatorio Culturale del Piemonte — Fondazione Fitzcarraldo
Torino, Italia

1. Introduction

Les notes qui suivent constituent une réflexion fondée sur les modalités de fonctionnement de l'Observatoire Culturel du Piémont (*Osservatorio Culturale del Piemonte*, indiqué ci-dessous comme OCP). Elles sont donc en relation étroite avec la demande de connaissances, d'outils, les urgences que les différents usagers manifestent à l'égard de l'Observatoire. Il s'agit par conséquent plus d'une réflexion sur une expérience qui a maintenant près de cinq ans d'âge, sur les questions qu'elle pose et sur ses contradictions, que de la discussion sur le cadre théorique auquel elle se réfère.

Par ailleurs, la demande de connaissances qui s'adresse à cet observatoire régional¹ comporte une requête bien concrète – parfois même explicite – de « solution à des problèmes » : non seulement donc un tableau général, mais des interprétations pertinentes, pouvant être utilisées à brève échéance, des indications d'outils permettant d'affronter un problème. Ce qui ne veut pas dire, pour ce qui est des administrations publiques, demander à l'Observatoire de trouver et de proposer des politiques culturelles – sa responsabilité technique deviendrait alors politique –, mais d'intervenir pour soutenir les politiques en vigueur, en créant des outils techniques, en étudiant l'impact des mesures prises. Quant aux privés qui opèrent dans le secteur de la culture, ils demandent des données, des informations pouvant être directement utilisées pour prendre des décisions, comme support à leur activité.

La limite entre une « observation détachée » et une « participation opérationnelle » est continuellement sollicitée, redéfinie, ajustée; ce qui comporte évidemment des conséquences non marginales aussi bien sur le plan méthodologique, épistémologique, pour ce qui est de l'activité scientifique, que sur le plan politique, autrement dit de la construction et de la gestion du consensus/opposition. Ces notes affronteront d'abord le sujet sur le versant scientifique, pour se pencher ensuite sur les questions liées à la gestion des politiques publiques.

¹ Situé au pied des Alpes, à l'extrémité nord-ouest de la péninsule, le Piémont est l'une des 20 régions italiennes. Il couvre 25 398 km² sur une surface totale de 301 302 km² et possède une population de 4,5 millions d'habitants sur un total national d'environ 57 millions. Turin, la capitale régionale, est aussi l'un des pôles économiques et industriels du pays.

Ce texte a pour but de reconnaître les difficultés, les défis que l'activité de recherche de l'Observatoire est amené à relever. On ne proposera pas un outillage et des méthodes qui s'adaptent à la complexité des problèmes, mais uniquement quelques réflexions qui pourraient se révéler utiles à l'avenir. Il ne s'agit pas là d'un simple artifice d'exposition; ce texte reflète simplement l'état des choses, de l'élaboration au point où elle en est, la tentative actuelle de résoudre les problèmes, sur le plan de la méthode et concrètement. Un ensemble cohérent d'outils et de méthodes qui permette de répondre correctement à ces questions apparaît aujourd'hui comme un objectif à atteindre, mais non dans l'immédiat.

2. Caractéristiques et conditions de la demande de connaissances au niveau régional

Les propositions de recherche, les demandes de données, d'informations et d'outils s'adressant à l'OCP peuvent être classées en trois catégories, ou mieux répondent à trois conditions auxquelles les résultats de la recherche et l'activité de l'OCP doivent se conformer : en général, vu qu'elles sont très liées entre elles, ces conditions doivent être remplies dans chaque résultat, dans chaque analyse de l'OCP; selon les cas toutefois, il peut arriver que l'une des conditions domine sur les deux autres; les situations différentes, le poids qu'occupe chaque condition, déterminent alors une géométrie variable, même si les conditions sont presque toujours présentes toutes les trois. On pourra les formuler ainsi :

Dimension territoriale

Cerner la dimension territoriale des phénomènes pris en considération représente une constante de la demande. La description d'un secteur (qu'il s'agisse de l'ordre de grandeur d'une certaine production ou de l'impact d'une politique culturelle) doit s'articuler sur une géographie détaillée des territoires internes à la région afin de permettre la confrontation entre territoires et systèmes de gouvernement semblables.

Intégration entre culture et développement local durable

La demande s'exprime généralement ainsi : « De quelle façon des investissements et une certaine politique culturelle peuvent-ils contribuer au développement local d'un territoire, à quelles conditions peuvent-ils susciter des effets bénéfiques sur les entreprises locales, être à l'origine de valeurs et de projets partagés? » La culture apparaît ici comme une « enzyme » capable de catalyser les ressources locales, comme une composante stratégique pour exprimer une identité territoriale.

Recherche finalisée à la mise en œuvre concrète

C'est là une requête spécifique aussi bien des administrations publiques que des agents opérant dans le domaine culturel : l'Observatoire n'est pas un centre d'études sur l'économie de la culture, ce n'est pas non plus un institut de statistiques, mais un outil destiné à produire des connaissances pour orienter les décisions et donner des interprétations pouvant être facilement utilisées, sans élaboration et médiation ultérieures.

Tout en tenant compte de l'interaction forte qui existe entre ces « conditions », il sera utile de traiter séparément les implications de chacune d'entre elles sur la recherche, du ramassage à l'élaboration, au traitement des données.

L'attention constante à la dimension territoriale place au premier plan la possibilité de comparer les données. Pour certaines variables, généralement disponibles au niveau national sous forme plutôt générique, la comparaison région – nation est utile pour cerner un ordre de grandeur; dans bien des cas toutefois, sa portée est modeste : sur des sujets spécifiques, la comparaison région – nation montre souvent des déséquilibres ou des convergences bien connus; par ailleurs, la différence entre données régionales et données nationales n'indique pas forcément un besoin de rééquilibrage; de même, la convergence entre le niveau national et le niveau régional n'est pas nécessairement le signe d'une situation satisfaisante.

Dans d'autres cas et dans des secteurs spécifiques de la production et de la consommation, la donnée décomposée au niveau régional ou interne au territoire de la région, bien qu'intéressante dans son contexte, concerne une grandeur plutôt limitée, de petits nombres jouant un rôle statistique modeste si on les considère à une échelle supérieure et donc pouvant difficilement être comparés aux données nationales.

La confrontation avec d'autres régions ou avec d'autres territoires de la même région est, elle, beaucoup plus intéressante. La confrontation entre différents territoires est alors d'autant plus productive qu'il existe la possibilité de comparer non seulement au sein d'un certain secteur culturel, mais aussi de tenir compte des principales variables socioéconomiques. Il n'est pas très significatif de confronter des zones rurales à faible densité avec des zones urbaines très peuplées, si ce n'est pour souligner les divergences; il est par contre intéressant de comparer entre eux différents territoires ruraux ou différents territoires urbains, où les éléments qui concourent à former la diversité sont connus et peuvent être quantifiés.

Tout ceci souligne la nécessité d'un réseau d'institutions capables d'échanger des informations structurées, aussi bien pour ce qui est de la culture que pour les principaux aspects socioéconomiques de la région et de son territoire. Malheureusement, en Italie, il n'est pas facile de trouver, de façon constante, structurée et non épisodique, des statistiques concernant les régions et leurs territoires internes; ceci est dû aussi à l'absence d'observatoires culturels régionaux ayant pour mission la construction d'un panorama statistique régional.

Au niveau européen, la confrontation avec certains territoires et certaines régions est possible; elle est toutefois rendue difficile par les différentes traditions statistiques et par les sources différentes.

Quoi qu'il en soit, la constitution d'un réseau d'institutions qui s'engagent à confronter les données régionales et internes aux régions est fondamentale pour l'existence même des observatoires régionaux, pour éviter d'affiner et de détailler toujours plus des informations et des méthodes d'analyse, chacun sur son propre territoire, sans pouvoir les comparer à d'autres niveaux d'analyse et à d'autres territoires. Une spécification et une articulation accrue des données ainsi que l'impossibilité de comparer risqueraient de vider ces

organismes de leur sens : les informations ne pouvant être communiquées, elles deviendraient toujours plus difficiles à interpréter.

Ces questions sont très liées à ce que nous avons énoncé dans le deuxième point, autrement dit considérer les activités culturelles comme une composante essentielle d'un développement local durable. Analyser la production et la consommation culturelles ne suffit alors plus et il faut brosser un panorama global de la société locale à l'étude, de son territoire. Il faut dans ce cas identifier les possibilités de développement souhaitable et déterminer le rôle que la production et la consommation de culture peuvent y jouer pour contribuer à un processus de développement durable. L'interprétation nécessaire ici va bien au-delà du domaine de la culture; elle va même jusqu'à relativiser les données culturelles en les liant à des stratégies de développement plus générales.

Il ne s'agit pas simplement d'élargir l'horizon où situer les données ayant trait à la culture, mais de choisir un nouveau modèle qui modifiera en profondeur le sens même des données, en fonction des contextes et des situations. Un exemple : une exposition artistique durant trois ou quatre mois et totalisant dix mille visiteurs ne constitue pas en soi un événement mémorable; si elle est organisée dans la capitale régionale par un musée prestigieux qui y a engagé les fonds adaptés, on peut même la considérer comme un four pour ce qui est de l'affluence; par contre, si les conditions suivantes se vérifiaient :

- a) l'exposition se déroule en zone rurale, dans plusieurs endroits différents reliés par un itinéraire où les visiteurs pourront admirer villages et paysages différents,
- b) une partie consistante du public local apprécie cette initiative car c'est une occasion importante de consommer de la culture dans un territoire traditionnellement pauvre en activités culturelles,
- c) les visiteurs provenant de centres urbains même lointains sont nombreux; grâce à cette exposition, ils « découvrent » un territoire peu connu mais de grande valeur pour ses paysages et son patrimoine culturels,

alors cette initiative aurait une tout autre importance et les dix mille visiteurs, vu leurs caractéristiques et leur provenance, deviendraient un élément du succès : l'exposition jouerait en effet un rôle précieux pour promouvoir un tourisme « doux », à base de culture, de paysage, de nature, de bonne chère et de bon vin, en vue d'une intégration possible des ressources agricoles, et satisferait par ailleurs une demande locale auparavant négligée. Si, au niveau territorial, on déploie une stratégie de développement de ce genre, l'exposition avec ses dix mille visiteurs devient un succès et un investissement utile visant à promouvoir des conditions de développement pour ce territoire, pour cette zone bien précise.

Par contre, à un niveau plus élevé, celui de l'ensemble de la région par exemple, les dix mille visiteurs sont quasiment insignifiants sur la totalité des visiteurs de musées et expositions, s'il s'agit d'évaluer le pourcentage de variation sur l'année précédente. Selon le contexte d'interprétation où l'on place une donnée numérique, celle-ci indiquera un succès, un échec, un phénomène peu significatif, voire négligeable. Comme nous l'avons souligné plus haut, cela ne dépend pas de la relativisation par rapport à l'échelle choisie: le phénomène est d'autant plus important que l'analyse a lieu à petite échelle – l'exposition est très importante pour le village où elle se déroule, assez importante pour le territoire provincial, peu significative si l'on considère l'ensemble de la région –; tout dépendra par

contre des critères adoptés pour l'interprétation. S'il s'agit de montrer l'apport de l'exposition à une stratégie de développement territorial, sur un certain territoire elle pourra avoir une importance cruciale, alors qu'elle ne sera pas particulièrement révélatrice sur un autre, en fonction aussi bien des différences entre les territoires que des stratégies de développement respectives. Si toutefois l'attention se déplace sur les indicateurs généraux de consommation et d'affluence dans les musées et les expositions, sur les comportements du public à un niveau plus général, alors c'est la prise en considération d'une exposition en particulier qui perdra tout son sens.

Les rapports entre la culture et le développement territorial pose la question du milieu local, à l'intérieur duquel les composantes culturelles jouent un rôle qui n'est pas de second plan car elles servent à promouvoir des valeurs et des possibilités de développement que la population partage. La donnée chiffrée prend un sens par rapport à ce milieu, aux perspectives de développement, aux configurations possibles; elle a un rôle à jouer dans un réseau de phénomènes orientés, ou orientables, à une dynamique du développement.

En ce qui concerne la troisième condition, autrement dit une recherche et des données statistiques qui soient finalisées à la mise en œuvre concrète, les chercheurs doivent affronter une double question, symétrique et spéculaire en quelque sorte : d'une part, la donnée doit être extrêmement précise, raffinée, détaillée, tenir compte de phénomènes et de conditions même minimales capables de l'influencer; d'autre part, à partir de données fragmentaires, de variations à peine perceptibles, de symptômes légers, on leur demande une interprétation forte, capable de distinguer les tendances, dans des configurations qui ne soient ni ambiguës ni nuancées; de prendre position, en définitive, de formuler des observations à caractère fortement prédictif.

Un exemple servira à éclaircir le premier aspect : l'OCP relève et élabore les données concernant l'affluence dans les principaux musées, les expositions et les principaux monuments où un billet d'entrée est prévu. Les données sont très décomposées : les entrées sont comptées quotidiennement et s'articulent en matinées/après-midi; de plus, on tient compte des entrées spéciales, à savoir tarifs réduits pour les différentes classes d'âge, abonnements et gratuités en tous genres, et ainsi de suite jusqu'à obtenir un tableau comprenant près d'une centaine de billets différents.

Ces chiffres sont particulièrement intéressants pour les institutions qui organisent des manifestations spéciales dans les musées et des expositions temporaires afin de contrôler en cours de route l'évolution de l'affluence, en rapport avec les autres manifestations de la région. L'analyse des pourcentages permet aux organisateurs de trouver la cause d'éventuelles divergences par rapport à leur attente, par exemple le manque d'efficacité d'une campagne de presse, et de réagir chemin faisant.

Afin que cela soit possible, il faut toutefois que les données soient communiquées à de brefs intervalles, hebdomadaires par exemple; ce qui comporte toute une série de difficultés concernant les statistiques « en ligne », un sujet que nous ne pouvons affronter ici. Mais surtout, les chiffres devront être accompagnés d'une multitude de remarques : il faudra par exemple dresser la liste de toutes les manifestations particulières qui ont vu la participation de différentes institutions : soirées de gala, ouvertures exceptionnelles en soirée, vernissages gratuits sur invitation, fermeture ou ouverture de salles, spectacles, soit l'ensemble des phénomènes susceptibles d'influencer tant soit peu l'affluence du public. Sans ces détails, une confrontation à brève échéance entre expositions ou musées devient

difficile à interpréter; les organisateurs peinent à comprendre les oscillations journalières. C'est ainsi que parfois il a été demandé d'indiquer les conditions météo, qui peuvent favoriser l'exode du week-end plutôt que la visite dans des musées.

Il existe donc une sorte de paradoxe : afin que les données sur un musée en particulier puissent être immédiatement utilisables, elles doivent être détaillées et agrémentées de tant d'informations qu'il résulte impossible de les comparer à celles d'un autre musée. Les données d'un musée reflètent toute une série d'événements, forment une petite histoire intéressante aux yeux des organisateurs, car c'est sur cette série d'événements qu'il interviendra pour modifier les données en sa faveur.

Par contre, lorsque le chercheur de l'Observatoire doit interpréter les tendances du public dans la région ou dans une ville, il doit « dépuré » les données en leur enlevant tous les « ajouts descriptifs », il doit oublier toutes les remarques, les explications, les justifications et revenir à un chiffre « dépouillé », simple et pouvant être comparé dans le temps, dans d'autres villes ou d'autres régions. Il y a à ceci au moins une raison : le résultat global n'est pas le fruit d'une somme de micro-événements, d'éléments particuliers, accidentels et liés à la conjoncture; les tendances de fond se déploient sur une échance relativement longue, elles se stabilisent après avoir « couvé » pendant un certain temps; on ne peut les reconnaître qu'au-delà d'un certain seuil de variations. Souvent, l'attention envers le micro-événement, la fibrillation temporaire empêchent de reconnaître la portée véritable, à long terme, d'un événement historique ou d'une pratique culturelle.

C'est sur cette contradiction que repose le deuxième aspect cité auparavant, à savoir la demande d'une interprétation forte, d'un tableau sans ambiguïté, même lorsque la situation est confuse, les données « faibles », autrement dit n'indiquant pas de façon univoque des phénomènes importants. C'est une demande qui provient avant tout du monde politique et de l'administration publique, afin de pouvoir exercer un contrôle ponctuel sur les effets d'une politique culturelle à partir d'une série de données soulignant un certain impact, ou bien de cerner des phénomènes à partir desquels élaborer une politique ou agir.

Toutefois, le moment le plus favorable pour agir, pour imaginer une action de soutien, est lorsque le phénomène est à l'état naissant, au début de sa trajectoire; c'est à ce moment-là que disposer de ressources, d'aide, de soutien, peut se révéler crucial pour mettre en route un processus de développement. Malheureusement, dans les recherches et les statistiques, les tendances et les phénomènes à l'état naissant se perçoivent peu et laissent une trace incertaine de signes et de symptômes. Au contraire, lorsqu'une tendance apparaît clairement dans les statistiques, c'est parce qu'elle s'est désormais consolidée, immobilisée, ce qui rend toute action d'orientation difficile.

C'est ainsi qu'on demande à l'analyse, à l'élaboration des données de « parier » sur le sens de petites différences, de symptômes contradictoires, pour en arriver à des interprétations capables d'orienter avec précision l'action concrète. On pourrait résumer cela par un slogan : « une interprétation forte sur des données faibles ».

Attention! Il ne s'agit pas là de la requête illégitime de forcer les éléments pour en arriver à une version de facilité en « arrangeant » les statistiques – un risque qui existe et dont nous parlerons plus loin –, mais de favoriser l'interprétation plutôt que la description. On demande au chercheur de prendre position, d'assumer ses responsabilités quant à l'interprétation, de donner un sens même dans des conditions relativement opaques; il s'agit d'orienter la

connaissance vers l'action – même lorsque les données sont faibles ou incomplètes –, d'explorer plutôt que de créer un système et, évidemment, de se sentir responsable de ce processus.

3. Les risques de l'interprétation forte

Toutes les conditions rapidement décrites ci-dessus tendent à sortir le chercheur de son rôle d'analyste « au-dessus de la mêlée », celui qui raconterait les phénomènes d'un point de vue externe, pour le plonger dans l'arène du quotidien, sur le terrain complexe et contradictoire où œuvrent les secteurs public et privé. Les limites d'un domaine ou d'une discipline sont dépassées par l'exigence d'intégrer les statistiques de la culture à l'économie du territoire; le niveau d'approfondissement et de détail des données tend à se structurer au cas par cas sur les besoins de la contingence opérationnelle; enfin, on fait appel à une capacité d'interprétation forte, rapide et efficace, qui devienne un outil pointu en vue de l'action.

Bien que l'ensemble de ces requêtes soient parfaitement compréhensibles dans un observatoire régional de la culture et constituent en quelque sorte sa raison d'être, il y en a suffisamment pour se sentir parfois désorientés, livrés aux aléas des contradictions. Il est vrai que l'Observatoire Culturel du Piémont n'est pas né comme centre d'études sur l'économie de la culture; il ne s'agit d'une institution académique, mais d'un service qui se veut utile à ceux qui agissent dans le monde de la culture. Malgré tout, la difficulté à maintenir le cap, à éviter les bas-fonds d'une analyse correcte sur le plan scientifique mais stérile quant à sa capacité d'orienter l'action, à éviter aussi les écueils d'une interprétation improvisée et arbitraire, est bien réelle, aussi bien dans la pratique que pour ce qui est de l'outillage scientifique et conceptuel.

Le besoin d'une interprétation forte constitue un premier risque, très présent dans le monde de la culture. Comme chacun sait, la principale caractéristique de nombreuses activités culturelles est leur « légèreté » en termes économiques, ce qui signifie aussi en termes pouvant être quantifiés et mesurés; heureusement, les effets ayant une portée, un impact, plus vaste sont d'ordre culturel, immatériel et se manifestent en cycle de longue durée. Cela veut aussi dire légèreté des données et des indicateurs à utiliser, au point qu'il faut généralement créer un outillage d'analyse sur mesure. Vouloir utiliser le modèle « input – output » ou les analyses d'impact économique tels qu'on les emploie dans l'industrie équivaldrait à penser que l'on puisse filtrer un liquide avec une grille en fer forgé plutôt qu'avec un tissu à la trame serrée.

C'est bien cette légèreté « structurelle » du secteur – hormis quelques filières spécifiques de production industrielle – qui constitue la difficulté caractéristique de l'interprétation. On ajoutera à cela le défi conceptuel que représente l'accélération de l'innovation dans le domaine des techniques de l'information et de la communication qui a révolutionné les systèmes de distribution et même les produits culturels; il est ainsi de plus en plus difficile d'établir les frontières de la culture. Les services on line et off line dilatent le monde de l'édition, le MP3 et les algorithmes de compression permettent la distribution de produits multimédias avec des implications et un impact remarquables; toute une Net-économie, solidement reliée aux secteurs de la culture et des télécommunications, se développe en élargissant ultérieurement les frontières incertaines du secteur.

C'est ainsi que, de notre point de vue d'observatoire régional, nous assistons à une situation bizarre où les productions traditionnelles de la culture (édition, musique, théâtre, spectacles live, musées) tendent à la stabilité, voire à la stagnation, alors que tout autour, aussi bien dans l'usage de technologies nouvelles que dans la distribution musicale en ligne, dans les services culturels offerts par internet, ce n'est qu'un intense fourmillement d'activité; une foule de nouveaux opérateurs s'engagent dans l'innovation et inventent de nouveaux produits contenant souvent une forte composante culturelle. Mais c'est justement cette activité intense, en marge du secteur culturel tel qu'on l'entend traditionnellement et dans les interstices entre les différents domaines de la culture, que l'outillage usuel de l'analyse, à savoir les recensements, les monitorages, peinent à capturer. Une grande partie des entreprises de cette Net-économie naissent, disparaissent, se transforment en quelques mois; elles vivent d'une économie très rapide, de « pile électrique », évoluent et font évoluer leurs produits à des rythmes qui rendent l'analyse maladroite, pachydermique. Il apparaît hors de portée de parvenir à cerner avec précision les limites de la production culturelle dans cette zone de frontière, à dresser une liste des opérateurs et des entreprises, de les recenser et d'en suivre l'activité. La situation évolue si rapidement qu'elle met constamment hors jeu une recherche qui se veut systématique et exhaustive. Par ailleurs, un tableau apparaît déjà vieilli dès son élaboration. Il ne reste alors qu'à essayer de comprendre, d'analyser « de l'intérieur », au moyen de l'étude des cas, ou mieux de l'interaction avec ce monde, en testant par exemple ce que les technologies nouvelles peuvent apporter à un observatoire, en acceptant d'être interactifs avec le changement. Quoi qu'il en soit, il apparaît comme nécessaire d'accepter la partialité, la fragmentation, l'équilibre instable de la connaissance, l'incertitude due à une situation que l'analyste ne peut certes dominer.

Il est évident que, dans ces conditions, une interprétation lucide et pertinente, pouvant être clairement utilisée pour orienter stratégiquement l'action quotidienne des opérateurs et des institutions, est un objectif qui n'a rien de facile à atteindre.

En voulant interpréter une situation complexe qui évolue continuellement, qui est souvent caractérisée par des phénomènes contradictoires et peu « orientés », on court le risque d'y mettre une bonne part de subjectivité, de se fier à des sensations et à des impressions qui n'ont pas grand-chose à voir avec les données, de « relâcher » les liens entre le ramassage des informations, leur traitement et une interprétation pertinente. A l'extrême, on court le risque d'utiliser ses propres intuitions et interprétations comme un aimant sur lequel faire converger toutes les données – selon un proverbe cher aux statisticiens « torturez les données, elles finiront par confesser... » – et encore, tout aussi paradoxalement, on court le risque de se transformer en experts bons pour les shows télévisés, fournisseurs d'intéressantes interprétations quel que soit le domaine concerné, capables d'influencer brillamment l'opinion, de produire des métaphores suggestives sans grande pertinence avec les données concrètes.

Il n'existe toutefois pas qu'un risque implicite au chercheur, lié au contrôle de sa subjectivité et de son narcissisme; il y a aussi le risque d'adopter les interprétations suggérées par « l'extérieur », autrement dit d'adapter l'interprétation aux désirs de l'opérateur ou de l'institution qui l'a demandée, de produire une version épurée de tout élément contradictoire afin de confirmer, soutenir, appuyer une politique en vigueur ou d'influencer une décision à prendre. Là encore, si l'on pousse à l'extrême, l'observatoire régional perd toute crédibilité s'il se transforme en un organisme qui confond le rôle d'un centre d'études avec celui du bureau de presse d'une institution. On se gardera toutefois des simplifications : il n'est pas

particulièrement fréquent que ce risque se manifeste par une pression directe et explicite pour appuyer ou confirmer une version établie au préalable et donc avec un usage évident du pouvoir; il est possible que ce risque s'exprime de façon plus subtile et plus difficile à reconnaître. Ce peut être, par exemple, l'ensemble des questions posées par l'institution qui oriente l'interprétation, excluant d'autres directions de recherche, ou encore le vœu de trouver une confirmation pour certaines actions, vœu que partagent opérateurs et chercheurs; il peut s'agir aussi d'une sorte de volonté de survie de la part des chercheurs qui ne veulent pas faire la guerre avec ceux qui les financent.

C'est là une question sur laquelle l'Observatoire s'est penché dès sa création. C'est justement pour garantir concrètement l'indépendance et l'autonomie de l'OCP que celui-ci a été structuré à partir d'un protocole d'accord entre les différentes administrations publiques (Région Piémont, Ville de Turin, Provinces), des fondations d'origine bancaire (*SanPaolo* et *Cassa di Risparmio di Torino*) qui jouent un rôle particulièrement important quant au financement des activités culturelles, les associations professionnelles du spectacle, des instituts de recherche publics tels que l'IRES (Institut de Recherche Economique et Sociale du Piémont) ou privés comme la fondation Fitzcarraldo, active dans le domaine de la recherche, de la formation et de la documentation dans le secteur culturel et qui constitue la structure opérationnelle de l'Observatoire. Tous les partenaires mettent à disposition les moyens financiers nécessaires pour l'activité annuelle de l'Observatoire et, par l'intermédiaire d'une commission d'orientation, établissent les grandes lignes des recherches à mener et les sujets à approfondir dans le cadre des statistiques culturelles régionales.

La diversité des partenaires au sein de la commission d'orientation – publics et privés, avec des missions différentes dans plusieurs domaines culturels – favorise la coopération et la concertation entre des pratiques et des points de vue différenciés et garantit un intérêt véritable à disposer d'outils de recherche et d'interprétation impartiaux, représentant une base de connaissance fiable à partir de laquelle toutes les négociations sont possibles. Cette pluralité d'intérêts, qui caractérise explicitement l'Observatoire, s'est révélée particulièrement utile pour parvenir à une indépendance réelle, négociée entre différents équilibres.

Il ne s'agit pas de prétendre ici que le problème de l'indépendance et de l'autonomie de la recherche et de l'analyse ait été résolu une fois pour toute; il est au contraire affronté au quotidien sous forme d'une renégociation constante de l'équilibre entre les différentes composantes. Les intérêts divergents entre les partenaires de l'OCP se révèlent une richesse bien concrète et favorisent la discussion.

On a essayé de trouver une solution à travers la structure même de l'observatoire, en essayant d'instituer dans la pratique les conditions pour une autonomie et une indépendance réelles, en faisant en sorte que la recherche ne doive pas se soumettre à une question unique, à un point de vue unique, mais tiennent compte d'une multitude de questions et de points de vue, afin d'arriver à un équilibre et réussir à discuter, convaincre, communiquer.

Quant à la difficulté d'interpréter des tableaux complexes pour parvenir à y reconnaître une tendance à partir de symptômes et de signes faibles et opaques, la question n'a pas encore été résolue. Ce n'est qu'à travers la recherche et l'outillage scientifique que l'on pourra

éviter de déformer une réalité peu déchiffrable par une interprétation forte et liée à des intuitions personnelles du chercheur.

4. Au-delà de l'analyse sectorielle : réseaux, systèmes, milieux

Les conditions, les questions et les risques dont on a parlé dans les paragraphes précédents conduisent la recherche au-delà des limites du relevé des dimensions numériques d'un secteur; ils imposent un déplacement de la perspective, l'utilisation d'un outillage pluridisciplinaire et la capacité de lire des systèmes complexes où les éléments de la production et de la consommation culturelles ne constituent qu'une partie de l'ensemble à l'étude, et il ne s'agit presque jamais de la partie principale.

Pour décrire ce déplacement, on le comparera à la photographie : l'analyse atteint son but lorsqu'elle prend une bonne photo. Cela signifie bien cadrer le sujet et ne pas le découper arbitrairement, l'insérer dans un contexte qui permette d'en comprendre les dimensions tout en distinguant clairement le sujet principal du fond; les contours du sujet et les détails devront être précis et l'image ne devra pas être floue.

D'après ce qui a été dit dans les paragraphes précédents, il est évident que c'est l'objectif choisi pour cette photo qui est en cause et inadapté dans la plupart des cas.

Nous avons vu en effet que les opérateurs du monde de la culture recherchent un approfondissement qui ressemble fort à une image au microscope : le grain doit être fin, le détail précis, au risque de perdre la vue d'ensemble ou plutôt de renvoyer cette dernière à un niveau d'analyse totalement différent, qui exclut quasiment toute comparaison. Un tailleur d'Armani ou de Saint-Laurent n'est pas un ensemble de fibres textiles; la structure du tissu ne permet de savoir quelle sera la forme du vêtement dans le projet du styliste.

Par contre, qui a pour mission de planifier la culture au niveau du territoire et a donc besoin d'une confrontation entre les différentes activités culturelles ne considère la photo que comme un indice, une vision partielle et subjective, un point de vue parmi tant d'autres. Il nécessite une vision plus structurée, un tableau synoptique d'où résulte la place qu'occupent les phénomènes dans les différentes parties du territoire, une sorte de carte thématique.

Si l'on souhaite que l'analyse constitue la base pour articuler une politique d'intervention ou pour en évaluer les modalités de fonctionnement et l'impact en cours de route, il faudra alors en donner une interprétation raffinée et puissante, d'autant plus nécessaire que les phénomènes pris en considération ont des contours vagues, difficiles à saisir.

La photo ressemblerait dans ce cas à un tableau informel; ce qu'il faudrait, c'est une échographie, un sonar qui reconstitue un milieu invisible autrement. L'œil humain ne suffit pas ici : les objets ne se voient pas mais on peut les reconstruire en reliant systématiquement les points détectés. Le rapport entre les différents points devient alors le véritable objet de la recherche; c'est la mise en forme d'un système dont on parvient à distinguer au moins les grandes lignes. C'est l'exact contraire de l'image au microscope : des points reliés pour mettre en évidence une forme, un *Gestalt*.

L'utilisation de modèles et d'outils provenant d'autres disciplines pour analyser des systèmes complexes ne dépend pas uniquement de la « nébulosité » du terrain à explorer, lequel a besoin d'instruments raffinés et sensibles pour remplacer le regard de l'homme. Une analyse finalisée au choix ou au monitoring d'une politique culturelle ne demande pas seulement une « carte » du milieu, mais aussi un modèle des effets possibles, une projection du système lorsque la politique en question aura été mise en œuvre; autrement dit : « Que se passera-t-il si je pousse cette action? Comment se modifiera l'ensemble? Et si je proposais cette autre action? » Les éléments prédictifs ne sont pas la conséquence directe d'une analyse soignée; ils demandent aussi la construction d'un modèle dynamique, d'une simulation qui permette d'expérimenter virtuellement et avec une certaine approximation les effets d'une action concrète.

Là encore, un exemple sera plus clair.

L'OCP recense actuellement les musées et le patrimoine culturel assimilable, un peu plus de 600 édifices et institutions sur l'ensemble de la région Piémont. Ce recensement a une valeur expérimentale étant donné qu'il est étroitement lié à un acte d'orientation sur les standards de qualité des musées, promulgué par le ministère italien du Patrimoine et des Activités culturelles². Les Régions devront faire appliquer cet acte d'orientation, au moyen d'une loi valable sur l'ensemble du territoire régional. Les standards de qualité concernent les différents aspects des musées et du patrimoine, aussi bien l'identité juridique que la sécurité à l'intérieur de l'édifice, les problèmes de conservation, de classement, de gestion des collections, le personnel, les moyens financiers, le rapport avec le public.

La requête de la Région ne concerne pas, dans ce cas, uniquement une analyse de l'état des lieux – indispensable mais non suffisante –, mais elle vise avant tout à construire une base de données qui permette d'établir, dans les différents domaines concernés par les standards, le niveau concret que chaque musée est capable d'atteindre en un délai déterminé, les moyens financiers nécessaires à l'obtention du seuil minimum, la limite à atteindre, tout seuil confondu, par la plupart des musées à des coûts acceptables, sans courir le risque de devoir constater que la plupart de ces musées sont inadaptés.

Ainsi la question « Que se passera-t-il si... » suppose que l'on arrive à une réponse complexe à partir d'une multitude de variables : la construction de modèles de simulation n'est donc pas un accessoire de l'analyse, c'est en fait le fondement même d'une enquête vaste et onéreuse. Ce n'est pas un hasard que le recensement soit effectué par du personnel qualifié et formé à cet effet et, qu'outre une enquête détaillée sur plus de 600 édifices et institutions, il prévoit toute une série d'approfondissements menés par des experts sur des sujets particuliers (rapports avec le public, sécurité, personnel, etc.) pour aboutir à une description des liens entre les différents thèmes, indispensables pour comprendre les effets dynamiques des actions envisageables.

Il s'agit donc non seulement de reconnaître un milieu complexe, mais aussi de préparer des simulations afin d'orienter les politiques culturelles vers un impact réaliste et durable.

² Ce recensement est coordonné et effectué par l'OCP. Il utilise une commission scientifique à laquelle participent *I'istat* (Institut italien de statistiques) et des experts qui ont pris part à la rédaction de l'acte d'orientation pour le territoire national.

Telles sont les raisons pour lesquelles les liens entre les données prennent une importance capitale : l'analyse devient analyse d'un système, recherche d'un réseau d'interaction entre les différents éléments, description efficace et réaliste de son fonctionnement.

En considérant le problème sous un autre point de vue, il apparaît qu'une enquête qui met en évidence des systèmes complexes et des réseaux de relations n'est en fait que l'autre face de la médaille d'une façon d'agir et de penser les politiques culturelles en rapport avec les stratégies possibles du développement territorial et la limitation des dépenses.

La nécessité de contrôler avec attention les fonds à investir – généralement faibles par rapport à la demande – oblige à distinguer de façon précise les points sur lesquels l'action aura des effets et un impact optimaux, autrement dit les situations où les investissements deviendront le moteur d'un développement capable de se propager rapidement dans le milieu concerné. De façon imagée, on demande aux chercheurs de fournir les connaissances qui permettront d'utiliser les investissements comme les aiguilles de la médecine chinoise, autrement dit d'obtenir des effets complexes, de récupérer un équilibre à partir d'actions ponctuelles – une acuponcture d'investissements – capables de mettre en route l'interaction, de susciter des dynamiques positives.

Par ailleurs, on sait a priori que les actions qu'il faudra soutenir et financer concernent des réseaux territoriaux, des systèmes culturels dans leur ensemble : la fragmentation des opérateurs et des ressources culturelles, qui sont généralement distribués sur de vastes territoires régionaux, conseille d'adopter des services et des infrastructures en commun ou d'envisager, comme dans le cas des musées et du patrimoine, l'organisation d'itinéraires, de parcours, de réseaux d'institutions, pouvant être gérés par des agences territoriales ou en renforçant les relations et la collaboration.

Il est évident que dans ces conditions, la recherche n'a pas exclusivement pour but de dresser la liste des opérateurs, de préciser leur importance en termes économiques; elle devra plutôt distinguer les réseaux naissants, indiquer ceux qu'il serait important de développer en vue d'une gestion meilleure et de la croissance des activités culturelles. Il est tout aussi évident que l'attention doit se déplacer sur l'interaction complexe que les activités culturelles exercent sur toutes les autres activités locales, en commençant par le tourisme.

Si l'analyse n'est plus d'ordre purement économique, mais vise à mettre en évidence des réseaux de relations à l'intérieur et en dehors du secteur culturel, à construire des systèmes complexes où se situent les activités culturelles, il s'agit aussi de trouver l'outillage pour affronter les risques dont il a été question dans les paragraphes précédents, à savoir une interprétation forte, difficile à démontrer et très liée à la subjectivité du chercheur. Le nombre des variables dont il faut tenir compte augmente énormément, la géographie territoriale des phénomènes économiques et sociaux fait irruption et, malgré tout, l'objet de la recherche se précise, l'analyse permet de confirmer ou de démentir des hypothèses quant aux relations entre les différentes composantes. Il est possible que des hypothèses ne provenant pas nécessairement du secteur culturel soient confirmées ou démenties. Autrement dit, le problème est moins d'avoir affaire à un secteur « faible » numériquement (ressources économiques, emploi, ressources publiques disponibles), à des grandeurs qui décrivent mal la quantité, puisque l'attention se déplace sur les rapports qui se créent entre les variables, à l'intérieur mais plus encore à l'extérieur du secteur culturel; ceux-ci devenant la composante stratégique de l'économie territoriale et du développement local.

Là encore, le modèle se déplace progressivement. À partir des années 80, les enquêtes sur l'impact économique de la culture ont clairement démontré que celle-ci a une influence – directe ou indirecte – non négligeable sur l'économie et sur l'emploi. Il apparaît pourtant tout aussi clairement que l'importance limitée du secteur culturel, par rapport aux autres secteurs de la production ou pour revendiquer son poids économique, ne le met pas à l'abri de la limitation de crédits que l'on destine à d'autres interventions prioritaires. D'autre part, en pleine époque post-industrielle, des politiques de développement territorial fondées sur des secteurs différents ont eu, elles aussi, des difficultés à démarrer et, surtout, à engendrer des processus de développement capables de s'autofinancer. Par contre, ce sont justement les enquêtes sur l'impact économique de la culture qui ont montré qu'il était relativement facile de créer des emplois dans le secteur culturel et que sa légèreté économique était somme toute un avantage pour une politique d'investissements en vue de l'emploi. Cela a produit un phénomène curieux dans les dernières années, dans plusieurs régions d'Europe. D'une part, le choix de limiter la dépense publique réduisait les budgets destinés au secteur culturel; d'autre part, une série de projets pour la revitalisation urbaine, la réhabilitation de quartiers dégradés, le développement territorial, se fondaient sur la culture, conçue comme moteur d'un nouveau développement. Une partie des fonds structurels, que l'Union Européenne destine au rééquilibrage économique des zones où la production décline ou qui sont marquées par de profonds déséquilibres, ont servi à financer des centres multimédias, des écoles de formation professionnelle pour les professions culturelles, des centres pour la créativité artistique, des musées, des centres d'exposition. C'est ainsi qu'il existe dans certains cas une sorte de schizophrénie si, au sein d'un même territoire, le « secteur culturel » dispose de moins de fonds publics, alors que toute une série d'activités culturelles sont favorisées par les investissements destinés à la réhabilitation urbaine et au développement local. La culture – en tant que composante essentielle et stratégique du développement local – apparaît aujourd'hui comme l'une des voies les plus intéressantes pour éviter la réduction progressive des fonds destinés au secteur culturel pur et simple.

Et pourtant ce rôle stratégique des activités culturelles dans le développement territorial doit être démontré, expérimenté, stimulé en fonction de cas concrets et d'une estimation des différentes expériences. On a déjà pu constater des cas décevants où de grands investissements n'ont pas permis de faire partir le développement. La légèreté et le caractère immatériel des productions culturelles se révèlent des facteurs aussi positifs qu'aléatoires : positifs du moment qu'un emploi dans le secteur culturel ne demande généralement pas d'investissements trop lourds, il ne pollue pas, ne produit pas d'effets négatifs sur l'environnement, il peut être facilement localisé dans des endroits différents; aléatoire car il ne produit pas toujours une valeur ajoutée importante ou ne parvient pas à donner lieu à une économie puissante capable de s'alimenter par ses propres moyens, au contraire il a parfois besoin d'un ultérieur soutien économique pour pouvoir continuer.

Surestimer l'impact économique direct des productions culturelles peut se transformer, si la tendance se généralise, en un aspect contre-indiqué et se retourner comme un boomerang sur l'ensemble du secteur culturel : une perte de ressources qui risque de susciter la méfiance à l'égard du rôle que pourrait jouer la culture sur un certain territoire.

Malgré tout, il existe des expériences de développement local où la culture a joué un rôle non secondaire.

Des investissements bien focalisés sur le patrimoine culturel, architectural et muséal, sur le spectacle, ont un certain impact économique, mais ce n'est pas là leur seul effet. Ces

investissements contribuent parfois à renforcer le sentiment d'appartenir à un territoire, à une société locale, à un paysage culturel, ils contribuent à construire une identité locale, une vision partagée, une sorte d'orgueil qui naît du fait d'appartenir à un système local.

Et c'est probablement là leur impact plus profond, que les méthodes utilisées pour mesurer l'impact économique ne relève pas : construire un milieu au sein duquel les agglutinants sont essentiellement d'ordre culturel. C'est justement l'existence d'un milieu positif qui se révèle, dans certains cas, être l'une des principales conditions pour mettre en route le développement local. Tout ceci n'a rien d'étonnant : les dynamiques de développement local procèdent « bottom-up » et se fondent sur la participation des agents locaux dans les différents milieux sociaux, sur une vision partagée d'une évolution possible et souhaitable. L'existence d'un milieu positif, vivace sur le plan culturel, stimulant, est indiqué dans certaines études comme l'une des conditions pouvant favoriser un développement local très pointu. Les cas sont nombreux désormais où les géographes et les sociologues urbains démontrent le lien étroit qui existe entre les stratégies de développement territorial économique et les milieux culturels où ces stratégies ont « fermenté ». Les analyses de l'innovation sur le territoire ont fait école en démontrant l'interaction complexe qui existe entre le monde de la culture, de l'instruction, de l'industrie, de l'économie, et qui contribue à créer les dynamiques du succès.

Comprendre aujourd'hui combien la culture peut contribuer à un développement local durable, non seulement sur le plan économique, mais aussi en se faisant promoteur de sentiments d'identité et d'appartenance, de visions partagées, en concourant à forger et à entretenir un milieu, un climat, stimulant, apparaît comme l'un des défis les plus intéressants à relever pour la recherche et l'analyse. Passer de l'impact économique à l'impact « émotif » de la culture sur une société locale est aussi fascinant qu'ardu et astreignant. Il s'agit d'utiliser un outillage pour l'analyse des milieux culturels et territoriaux dont les instruments pour mesurer les quantités ne représentent qu'une partie – indispensable, certes.

Tel est le défi que les politiques culturelles de développement local lancent et tel est le défi qui pourrait avoir des effets positifs sur l'évolution des modèles de la recherche sociale et aussi sur celle de l'outillage nécessaire à l'analyse.